

Introduction

« Que peut comprendre le public d'aujourd'hui à Malatesta qui vit avec Cicéron, et à la Mère Agnès qui vit avec Jésus ? Ils parlent une langue morte », écrivait Montherlant, réduit d'ailleurs devant cette incompréhension à supprimer peu à peu dans sa pièce *Malatesta* nombre de citations latines qui s'y trouvaient à l'origine. Ces « ratures » donnent concrètement la mesure de la rupture qui s'était opérée dans le monde contemporain avec la culture classique, rupture dont la méconnaissance croissante du latin — « une langue incomprise du grand nombre » — était le symbole le plus évident¹. Devant un tel constat, on peut se désespérer et prendre la pose altière du « dernier des Romains », ou bien sombrer dans la nostalgie et rêver à la restauration d'un univers virgilien. On peut aussi considérer le latin comme un « objet historiographique » et l'étudier en tant que tel, peut-être même d'une façon plus aisée maintenant que les hypothèques utilitaires ont été levées. Alors que les vernaculaires règnent dans l'Eglise catholique, alors que dans l'école la « question du latin » a cédé devant bien d'autres urgences, il y a place pour un ouvrage qui ne donne ni dans le plaidoyer ni dans le pamphlet, c'est-à-dire pour un ouvrage résolument historique.

A l'origine de ce livre, il y a, avec des travaux antérieurs, la prise de conscience d'une « dimension latine » de l'Occident moderne. Alors que les historiens insistent généralement sur l'émergence des vernaculaires² et, avec eux, sur la différenciation des Etats et la constitution des nations, mes recherches sur la République des Lettres me montraient une autre réalité, celle d'une Europe intellectuelle unitaire où, jusqu'à une date relativement haute, le savoir s'énonçait en latin³. Mais, cela n'était rien, si j'ose dire, en comparaison avec la domination durable et longtemps souveraine de la langue ancienne dans les écoles et dans l'Eglise : ici, les souvenirs

de l'enfance prenaient le relais, et revenait à la mémoire un temps — pas si lointain — où le latin accompagnait la vie des hommes. Or, sur tout cela, l'historiographie ne disait pas grand-chose. Ou plus précisément, en dépit d'études nombreuses, mais ponctuelles et dispersées, elle n'offrait rien qui, à l'échelle de l'Occident, n'éclairât, dans la longue durée, ce passé latin⁴. Rien, de surcroît, qui ne répondît à la question qui en vint à les résumer toutes : pourquoi alors que le destin du latin était définitivement scellé par la dignité reconnue aux vernaculaires, cette langue avait-elle maintenu une aussi forte présence, certains diraient une tyrannie ? La bibliographie imposante que les études néo-latines offraient renforçait la légitimité de cette question ; elle rappelait l'abondance et la vitalité d'une production en langue latine aux lendemains de la restauration humaniste et jusqu'au XVII^e siècle pour le moins, démontrant au niveau le plus élevé la maîtrise de la langue ancienne et, avec elle, l'appropriation d'un répertoire de styles, de genres et de formes⁵ ; pour autant, non seulement elle n'apportait guère d'éléments de réponses à la question posée, mais encore elle laissait entrevoir, une fois le XVII^e siècle passé, un monde qui cessait progressivement d'écrire en latin. Par ailleurs, comme l'histoire des idées en fournissait mille preuves, si un intérêt profond demeurait pour les auteurs antiques, si des philosophes et des écrivains parmi les plus « modernes » continuèrent à entretenir un commerce fécond avec les œuvres des grands Anciens⁶, il n'en reste pas moins que les Cicéron, Tite-Live, Lucrèce, Sénèque et autres « classiques » furent de plus en plus publiés dans des traductions en langue vernaculaire, et c'est probablement ainsi que, hormis dans un cercle étroit de spécialistes, ils furent lus : le « temps des traductions », pour reprendre une expression d'Henri-Jean Martin qualifiant une tendance éditoriale qui se manifesta à Paris dans les années centrales du XVII^e siècle, ne fut pas une mode passagère, mais l'adéquation — définitive — de l'offre au marché⁷. Pour autant ce latin que l'on n'écrivait plus guère et que l'on lisait de moins en moins avait une belle carrière devant soi ; pendant trois siècles encore, il colora fortement le monde occidental au point que « toucher au latin » déclencha invariablement des passions sans commune mesure avec la connaissance que l'on en avait. Devant ces réactions, un doute se manifeste : « la question du latin » dans l'Occident moderne fut-elle une pure question linguistique qui devait uniquement se traduire en termes de compétences et de performances ? Ne relevait-elle pas d'un ordre de choses plus complexe qui se cristalliserait autour du statut que les hommes du temps reconnurent à cette langue ? Alors, moins que de ce qu'il disait, de ce qu'il pouvait dire, le latin aurait tiré son autorité et sa durée de ce qu'il voulut dire.

Ce sont là les considérations qui sont au cœur du présent ouvrage. Celui-ci n'est donc pas d'ordre encyclopédique : il ne s'est point agi de tout dire ou, pour le moins de parler de tout, de donner des développements sur la destinée du latin dans les différents pays européens, de dresser des bilans typographiques des impressions latines, de décrire l'infinie variété des méthodes pédagogiques employées au cours des siècles pour faire entrer du latin dans la tête des enfants. Ce que j'ai voulu écrire, c'est une histoire culturelle du latin à l'époque moderne qui retracerait et analyserait les usages que l'on fit du latin et les discours que l'on tint à son sujet, leur contenu, mais aussi la volonté qui les porta, la stratégie qui les soutint. A cet effet, un dossier historique a été réuni qui est d'abord un constat : celui de la présence du latin dans l'Occident moderne. Présence massive qui ressort de l'école, le « pays latin » par excellence, de l'Eglise catholique, la « forteresse latine », de la bien nommée *Respublica litteraria* ; je dirais même prégnance quand le latin, partout présent, en vint, en dépit de son altérité, à constituer un univers familier. C'est là l'objet de la première partie. A ce point, il était tentant de poser la question — que l'on n'a guère soulevée⁸, peut-être parce que l'on redoutait la réponse — de la connaissance réelle qu'écoliers, savants, hommes d'Eglise eurent du latin : à quel degré de compétence parvinrent-ils ? Quel latin écrivirent-ils, parlèrent-ils ? Cette enquête sur les performances occupe la seconde partie qui constitue en quelque sorte une contre-épreuve de la première. Leur contraste amène, dans un troisième temps, à changer de perspective, à adopter le point de vue des hommes du temps qui ne considérèrent pas seulement le latin comme une langue à écrire et à parler, mais comme un instrument destiné à d'autres usages, comme un signe investi d'autres sens. Ainsi, la boucle sera bouclée, car la présence massive du latin dans la société moderne a dépendu des emplois que l'on en faisait, et ces emplois ont donné au monde occidental une coloration latine... jusqu'au moment — fort proche de nous — où la société se mit à dire et à faire les mêmes choses autrement. Alors, le monde a perdu cette couleur, et cela en a été fini du latin, du moins de celui dont j'ai essayé d'écrire l'histoire.

On me permettra pour terminer d'apporter quelques précisions quant aux limites de temps et d'espace de ce travail. Les termes chronologiques de XVI^e et XX^e siècles s'imposaient, référant, pour le premier, à l'introduction du latin classique dans les écoles à la suite de la restauration humaniste et à la décision prise à Trente de faire choix du latin comme langue liturgique, pour le second aux mesures qui, à notre époque, mirent « officiellement » fin au latin dans l'école et dans l'Eglise catholique. Ce découpage ne traduit pas

moins une solution de compromis : ainsi, en Italie, les élèves de Guarino de Vérone étaient déjà des latinistes émérites, alors que dans les pays du Nord leurs petits camarades étaient encore « barbares » ; à l'autre extrémité de l'arc chronologique, il se développa dans cette même Italie à partir des années trente un véritable « panlatinisme », alors que dix ans plus tôt les bolcheviks avaient brutalement mis fin au latin dans l'enseignement russe. Toutefois, il est une large période de quelque cinq siècles qui nous a paru avoir, sous le signe du latin, une incontestable unité, et ce pour la plus grande partie du monde occidental, le territoire de notre recherche. Celui-ci couvre un vaste espace, très précisément de la Russie aux Etats-Unis d'Amérique. Une telle perspective supranationale était de rigueur alors que déjà l'on était amené à traiter d'une langue qui postula l'universalité, alors qu'avec l'Eglise catholique — c'est-à-dire littéralement universelle — on dépassait nécessairement les frontières des Etats. Pour autant, cela n'impliquait pas de dire toujours quelque chose pour chaque pays — j'ai déjà dit l'inadéquation d'un parti encyclopédique —, mais — et ce n'était pas plus aisé — de choisir des matériaux et des situations qui, d'une part, fournissent un ensemble cohérent, d'autre part, soient représentatifs des problèmes posés et des solutions apportées⁹. Embrassant un large espace dans la longue durée, la vue « aérienne » qui a été adoptée s'imposait si l'on voulait que le regard, dépassant le relief des situations locales et des événements particuliers, saisît des ensembles significatifs et, avec eux, la continuité de pratiques et de discours qui font de la question du latin, à l'échelle de l'Occident moderne, une question de civilisation¹⁰.

Pendant les quatre années que j'ai consacrées à cet ouvrage, j'ai bénéficié d'aides multiples et il m'est aujourd'hui agréable de remercier tous ceux qui ont facilité mon travail : les institutions qui m'ont accueillie — l'Herzog August Bibliothek à Wolfenbüttel, la Mission historique française en Allemagne, le Max-Planck-Institut für Geschichte à Göttingen, le Wissenschaftskolleg à Berlin ; les collègues et les amis qui m'ont signalé ou procuré des documents. Ma dette est grande à l'égard de ceux qui ont bien voulu discuter de ce travail et me faire part de leurs observations : je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à Olivier Christin, Etienne François, Daniela Gallo, Elena Fasano Guarini, Anthony Grafton, Bruno Neveu, Gilles Pécout, Philippe Sénéchal, Orest et Patricia Ranum, Mario Rosa, Daniel Roche, Jürgen Schlumbohm, Raymond-Josué Seckel, Bonnie Smith, Alain Supiot, Nancy Struever, Rudolf von Thadden, Natalie Zemon Davis. Un remerciement tout particu-

lier va à Philippe Boutry qui non seulement m'a aidée de ses conseils, mais a encore accepté de publier cet ouvrage dans la collection qu'il dirige. Enfin, ce livre doit infiniment dans sa mise au point et dans sa rédaction à Perry Anderson, premier lecteur et premier critique de ces pages : qu'il veuille bien trouver ici le témoignage de ma gratitude pour sa patience, sa générosité et sa franchise.

Berlin, juillet 1998